

## Evolutions monétaires à Mayotte au 31 décembre 2012

### ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Après une légère amélioration de la situation économique mondiale au cours du troisième trimestre 2012, favorisée par une activité plus forte dans les pays émergents et aux Etats-Unis, la croissance ne s'est pas poursuivie sur les trois derniers mois de l'année. Selon les projections du Fonds monétaire international (FMI), la croissance devrait atteindre 3,5 % sur l'année 2013, contre 3,2 % en 2012.

Dans la zone euro, le PIB s'est contracté de 0,6 % au quatrième trimestre, en raison de la faiblesse de la demande intérieure. En France notamment, le taux de croissance affiche un repli de 0,3 % sur le trimestre.

Lors de sa réunion du 7 février 2013, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a décidé de maintenir le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt à respectivement 0,75 %, 1,50 % et 0,00 %. Au cours de la conférence de presse qui a suivi, le Président de la BCE a estimé que les risques entourant les perspectives économiques de la zone euro demeuraient orientés à la baisse.

Il a également indiqué que les contreparties de l'Eurosystème ont remboursé 140,6 milliards d'euros sur les 489,2 milliards obtenus dans le cadre de la première des deux opérations de refinancement à trois ans, qui avaient été lancées par la BCE en décembre 2011 et mars 2012. Il a souligné que cela reflète l'amélioration de la confiance des marchés financiers.

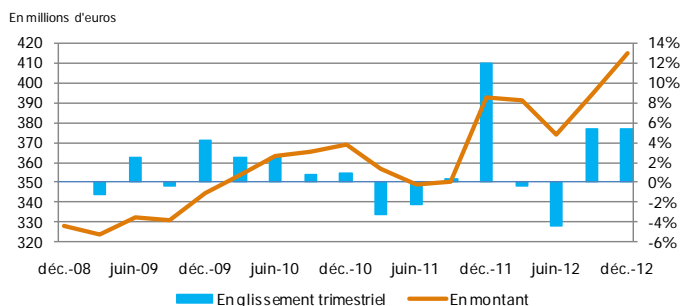
### UNE SITUATION FINANCIÈRE QUI S'AMÉLIORE EN FIN D'ANNÉE

Après un premier semestre en repli tant pour l'épargne collectée que les crédits à la clientèle, le quatrième trimestre a confirmé le redressement de l'activité bancaire initié le trimestre précédent accompagnant ainsi l'amélioration du climat des affaires à Mayotte.

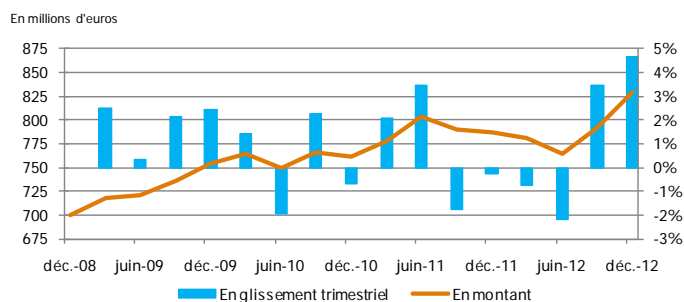
En effet, la collecte d'épargne s'inscrit en hausse (+5,2 % au quatrième trimestre) et repose sur la forte augmentation des placements indexés sur les taux de marché (comptes à terme et certificats de dépôt) détenus par les entreprises (+34,8 %).

Les encours de crédit consentis à l'économie (+4,7 %) ont quant à eux été soutenus par la hausse des crédits à l'équipement des entreprises (+7,4 %) et par le dynamisme qui a animé le marché de l'habitat des particuliers (+6,8 %) en fin d'année.

Evolution des actifs financiers



Evolution des concours bancaires



# UNE ACTIVITÉ DE FINANCEMENT BIEN ORIENTÉE

## L'octroi de crédit aux entreprises reste dynamique

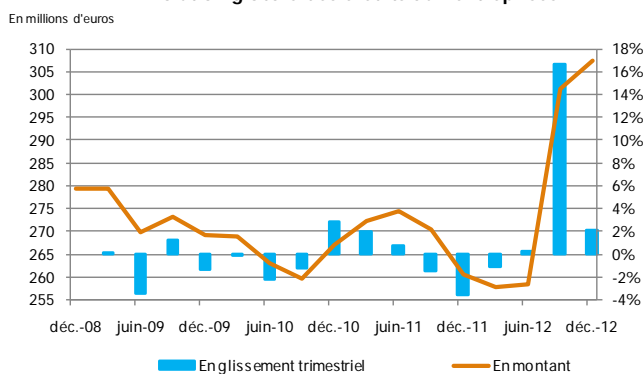
Les financements consentis aux entreprises progressent de 6,2 millions d'euros au quatrième trimestre (soit +2,1 %) après avoir augmenté de 42,9 millions d'euros au trimestre précédent (+16,6 %).

Sur l'année 2012, les concours aux entreprises sont en très forte progression (+46,8 millions d'euros, soit +18,0 %) après deux années de recul (-2,4 % en 2011 et -0,9 % en 2010).

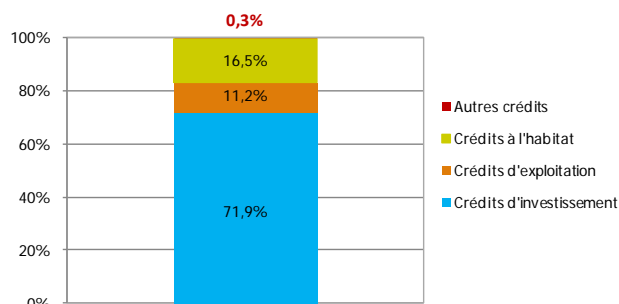
Les crédits d'investissement, qui représentent à fin 2012 72 % des crédits aux entreprises, contribuent principalement à cette progression (+15 millions d'euros, soit +7,3 %) et drainent 44,7 millions d'euros d'encours supplémentaire sur l'année (+25,4 %). Il faut remonter aux années 2007 et 2008, période la plus faste pour l'activité de financement sur la place, pour retrouver une progression comparable. Cette évolution est cohérente avec le net rebond des intentions d'investir exprimées par les chefs d'entreprise au second semestre 2012 lors de l'enquête de conjoncture de l'ledom. En effet, d'importants programmes d'investissement ont été lancés dans les secteurs de la santé, de l'immobilier, de la production électrique et de l'aménagement urbain (construction de la nouvelle aérogare, des sièges sociaux de grandes entreprises locales, de logements locatifs et sociaux, reconstruction de l'artère commerciale du chef-lieu, extension et rénovation de la maternité du centre hospitalier...) qui soutiennent l'activité économique à Mayotte.

Les crédits d'exploitation aux entreprises sont en repli au quatrième trimestre (-2,2 millions d'euros, soit -5,9 %, après +5,3 % le trimestre précédent) et s'établissent à 34,6 millions d'euros au quatrième trimestre 2012. Sur un an, l'évolution est quasi nulle (-0,2 %). L'encadrement plus strict des conditions de découvert, consécutives à la crise financière internationale, a largement réduit les autorisations de découverts notamment. Le montant des comptes ordinaires débiteurs a été divisé par trois en 2010 et ne s'est pas relevé depuis.

Evolution globale des crédits aux entreprises



Répartition des crédits aux entreprises

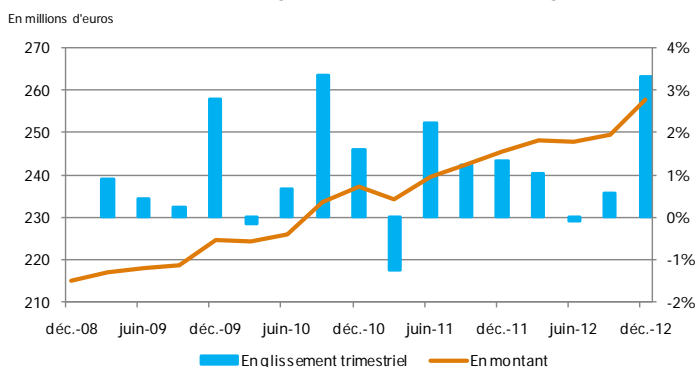


## Les crédits aux ménages sont en hausse

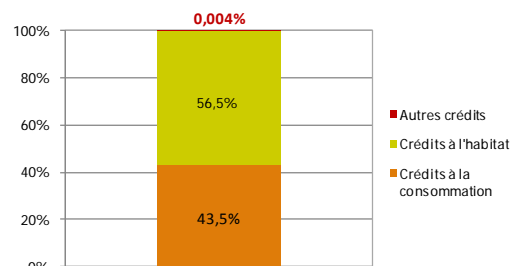
Les concours consentis aux ménages s'inscrivent en hausse au quatrième trimestre 2012 (+8,3 millions d'euros, soit +3,3 %) après avoir enregistré une augmentation plus mesurée au troisième trimestre (+0,6 %). Leur progression sur un an s'accélère pour s'établir à +12 millions d'euros (soit +4,9 %, après +3,5 % en 2011).

Traditionnellement porteur sur la place, le financement de l'habitat des ménages voit son rythme de progression s'accélérer en fin d'année (+6,8 %, soit +9,3 millions d'euros, après +1,7 % au troisième trimestre). Sa croissance sur douze mois atteint 11,1 % (soit +14,6 millions d'euros) pour un encours qui s'établit désormais à 145,4 millions d'euros.

Evolution globale des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux ménages



Néanmoins, et pour le troisième trimestre consécutif, le financement de la consommation des ménages s'inscrit en baisse (-1,1 million d'euros, soit -0,9 % au quatrième trimestre). En glissement annuel, les crédits à la consommation des ménages continuent également de s'inscrire en recul (-2,6 millions d'euros, soit -2,3 %). L'encours des crédits à la consommation s'établit à 112,2 millions d'euros au 31 décembre 2012, après avoir culminé à 118,2 millions d'euros en juin 2009.

## Les crédits aux collectivités locales en nette reprise

Les crédits consentis aux collectivités locales progressent fortement au quatrième trimestre 2012 (+8,9 millions d'euros, soit +5,5 % après -9,1 % au cours du trimestre précédent).

Cette évolution est soutenue par les crédits d'investissement (163 millions d'euros d'encours, soit 95 % de l'ensemble des engagements sur les collectivités locales) qui croissent à un rythme de 5,4 % sur le trimestre. Sur un an, l'évolution de ces crédits est quasi nulle (-0,1 %). La hausse concerne également les crédits d'exploitation et tout particulièrement les comptes ordinaires débiteurs, dont la progression de 22,3 % sur le trimestre traduit les difficultés qui pèsent sur la trésorerie des collectivités locales en fin d'année.

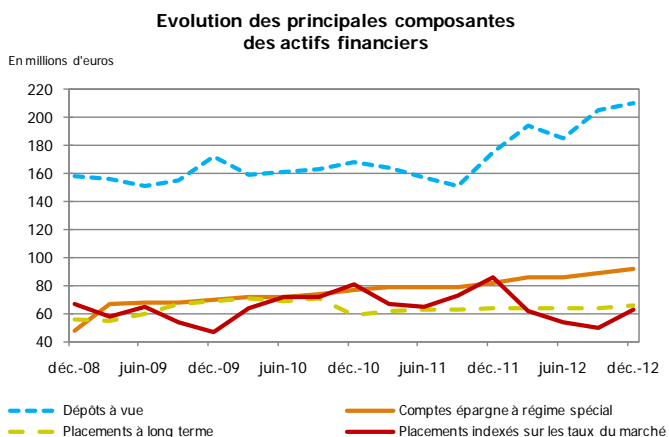
## Une sinistralité qui progresse fortement

De leur côté, les **créances douteuses brutes** portées par les établissements de crédit installés localement enregistrent une très vive remontée au quatrième trimestre 2012 (+13,9 millions d'euros, soit +44,5 % après -3,5 % au troisième trimestre). Elles s'établissent ainsi à 45,2 millions d'euros à fin décembre 2012 et représentent désormais 7,0 % du total des concours bruts consentis par les établissements de la place. Sur un an, elles progressent de 33,0 %.

## PROGRESSION SOUTENUE DES ACTIFS FINANCIERS

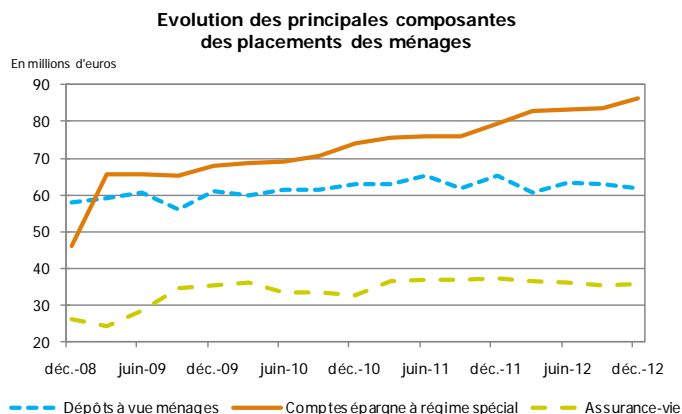
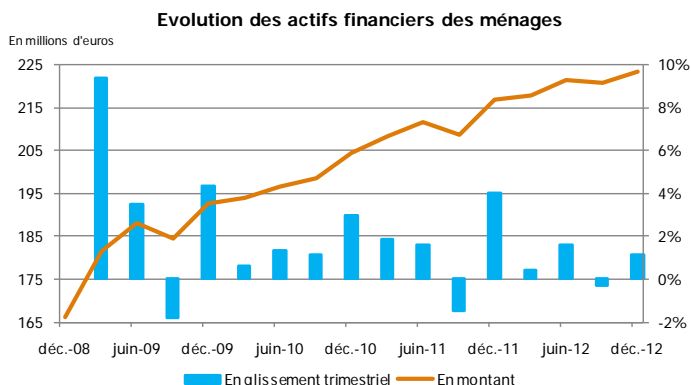
Les actifs financiers détenus par les agents économiques mahorais conservent au quatrième trimestre 2012 un rythme de croissance soutenu (+5,2 %, soit +21,3 millions d'euros, après +4,9 % au trimestre précédent). Ils atteignent 430 millions d'euros, en progression de +5,6 % sur un an.

Si la hausse des actifs est générale, elle concerne au premier plan les **placements liquides** (+15,6 millions d'euros, soit +11,3 %). Les **dépôts à vue** progressent pour leur part de 2,1 % (+4,3 millions d'euros), après une forte contraction de près de 11 % au troisième trimestre. A l'instar des dépôts à vue, **l'épargne à long terme** affiche une croissance de 2,1 % qui se traduit par une contribution de 1,4 millions d'euros.



## Progression de l'épargne des ménages

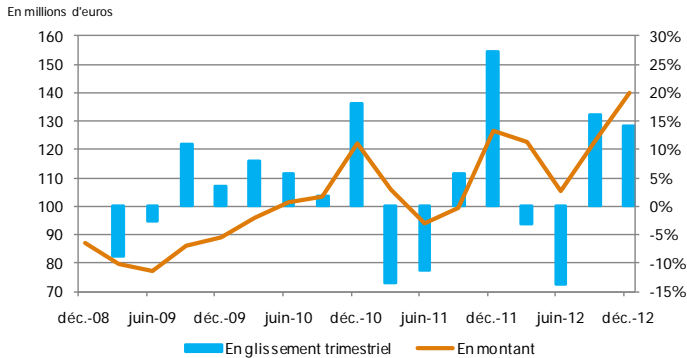
Après un troisième trimestre en berne (-0,3 %), les **placements des ménages** progressent en fin d'année (+2,6 millions d'euros, soit +1,2 %). Ils bénéficient de l'augmentation régulière de la collecte sur le livret A (+2,4 millions d'euros, soit +15,5 %), encouragée par les mesures de relèvements de plafonds intervenus en fin d'année. L'épargne longue, notamment grâce à la hausse de la collecte sur les plans d'épargne logement (+1,1 million d'euros, soit +5,3 %), contribue également à la progression d'ensemble. Enfin, les ménages mahorais ont accru en 2012 leurs dépôts auprès des établissements de crédit de 6,3 millions d'euros (soit +2,9 %, après +6,1 % en 2011).



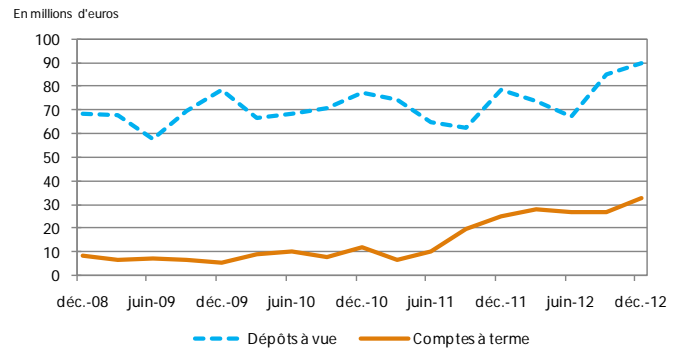
## Forte hausse des placements des entreprises en fin d'année

Après s'être repliés au premier et deuxième trimestre (respectivement -3,2 % et -13,8 %), les **actifs financiers détenus par les sociétés non financières** ont fortement progressé au second semestre et enregistrent des augmentations, respectives de +16,2 % et +14,1 % au troisième et au quatrième trimestre. La plupart de leurs modes de placements sont concernés. Au total, sur un an, les actifs financiers des entreprises affichent une progression importante (+13,4 millions d'euros, soit +10,6 %).

Evolution des actifs financiers des entreprises



Evolution des principales composantes des placements des entreprises



## Nouvelle progression de la collecte sur les autres agents

Les **placements des autres agents** progressent de nouveau au quatrième trimestre 2012 (+1,4 million d'euros, soit +2,2 %), en léger ralentissement par rapport au troisième trimestre (+2,8 millions d'euros, soit +4,4 %). La collecte globale atteint 66,7 millions d'euros à fin 2012 (en progression de 4,8 % sur l'année) majoritairement sous forme de dépôts à vue (88 %).

### MÉTHODOLOGIE

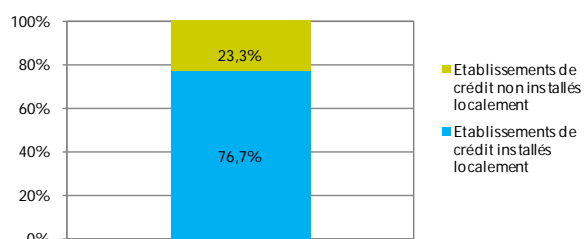
- L'ensemble des données concernent des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit.
- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissement de crédits non installés localement dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

# TABLEAUX STATISTIQUES

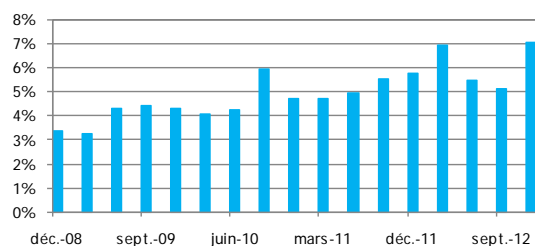
## Les crédits à l'économie

	Montants en millions d'euros								Variations	
	déc-08	déc-09	déc-10	déc-11	mars-12	juin-12	sept-12	déc-12	1 an	1 trim
<b>Entreprises</b>										
Crédits d'exploitation	62,7	44,1	26,2	34,7	34,9	34,9	36,7	34,6	-0,2%	-5,9%
<i>Créances commerciales</i>	5,1	3,6	2,8	2,2	2,9	3,7	3,4	3,1	38,4%	-8,4%
<i>Crédits de trésorerie</i>	22,9	18,2	17,0	26,0	24,3	25,0	27,3	24,7	-5,3%	-9,6%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	4,1	4,4	4,4	3,8	3,9	3,1	3,8	3,4	-10,0%	-8,7%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	33,6	21,4	6,4	6,4	7,6	6,2	6,1	6,8	6,7%	12,5%
<i>Affacturage</i>	1,2	0,9							-	-
Crédits d'investissement	157,3	170,2	188,7	176,4	174,1	174,0	206,2	221,2	25,4%	7,3%
<i>Crédits à l'équipement</i>	146,2	161,7	184,2	173,7	171,6	171,8	204,3	219,5	26,4%	7,4%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	8,5	7,5	6,6	6,2	6,3	5,4	5,8	5,8	-6,6%	0,3%
<i>Crédit-bail</i>	11,1	8,5	4,5	2,7	2,5	2,2	1,9	1,7	-38,5%	-10,2%
Crédits à l'habitat	56,7	52,3	49,0	47,6	47,2	47,9	57,0	50,8	6,9%	-10,8%
Autres crédits	2,5	2,7	3,1	2,0	1,7	1,6	1,4	0,9	-55,1%	-35,6%
<b>Encours sain</b>	<b>279,2</b>	<b>269,3</b>	<b>267,0</b>	<b>260,7</b>	<b>257,8</b>	<b>258,3</b>	<b>301,3</b>	<b>307,5</b>	<b>18,0%</b>	<b>2,1%</b>
<b>Ménages</b>										
Crédits à la consommation	116,7	117,6	113,5	114,8	115,3	114,0	113,2	112,2	-2,3%	-0,9%
<i>Crédits de trésorerie</i>	107,0	108,1	107,6	109,0	109,5	108,7	107,5	107,0	-1,8%	-0,5%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	4,4	4,4	4,0	4,3	4,4	4,2	4,7	4,4	2,4%	-7,9%
<i>Crédit-bail</i>	5,3	5,1	1,9	1,5	1,3	1,2	1,0	0,8	-44,9%	-15,4%
Crédits à l'habitat	98,5	107,1	123,7	130,9	132,9	133,9	136,1	145,4	11,1%	6,8%
Autres crédits	0,0	0,1						0,0	-	-
<b>Encours sain</b>	<b>215,2</b>	<b>224,8</b>	<b>237,2</b>	<b>245,6</b>	<b>248,1</b>	<b>247,9</b>	<b>249,4</b>	<b>257,6</b>	<b>4,9%</b>	<b>3,3%</b>
<b>Collectivités locales</b>										
Crédits d'exploitation	28,7	14,2	7,4	8,3	10,5	23,3	6,6	8,0	-2,9%	22,3%
<i>Crédits de trésorerie</i>	25,9	11,1	2,4	0,0	5,0	15,1			-	-
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	2,8	3,1	4,9	8,3	5,5	8,2	6,6	8,0	-2,8%	22,3%
Crédits d'investissement	100,2	128,7	140,8	160,7	162,0	154,4	154,8	163,1	1,5%	5,4%
<i>Crédits à l'équipement</i>	100,1	128,6	140,8	160,7	162,0	154,4	154,8	163,1	1,5%	5,4%
Autres crédits	13,2	14,0	9,0	3,1	2,2	1,6	1,6	0,6	-79,3%	-59,4%
<b>Encours sain</b>	<b>142,1</b>	<b>156,9</b>	<b>157,2</b>	<b>172,1</b>	<b>174,7</b>	<b>179,3</b>	<b>162,9</b>	<b>171,8</b>	<b>-0,1%</b>	<b>5,5%</b>
<b>Autres agents</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>41,2</b>	<b>76,2</b>	<b>69,3</b>	<b>68,8</b>	<b>53,3</b>	<b>42,9</b>	<b>42,6</b>	<b>42,1</b>	<b>-38,8%</b>	<b>-1,2%</b>
<b>TOTAL</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>677,7</b>	<b>727,2</b>	<b>730,7</b>	<b>747,2</b>	<b>734,0</b>	<b>728,4</b>	<b>756,2</b>	<b>779,0</b>	<b>4,3%</b>	<b>3,0%</b>
<i>dont ECNIL</i>	189,1	222,5	204,6	193,6	177,7	165,9	175,9	181,2		
Créances douteuses brutes	22,8	26,5	30,5	40,4	47,6	36,2	35,2	49,4	22,3%	40,4%
<i>Créances douteuses nettes</i>	15,3	15,5	18,4	24,8	30,5	19,6	20,2	31,4	26,5%	55,6%
<i>(dt) Entreprises</i>	10,1	9,4	13,7	18,2	16,5	13,8	13,5	22,8	25,0%	68,7%
<i>(dt) Ménages</i>	4,6	5,7	4,4	6,6	6,0	5,9	6,7	6,8	3,7%	2,7%
Provisions	7,5	11,0	12,1	15,6	17,0	16,6	15,0	18,0	15,7%	20,1%
<b>Encours brut total</b>	<b>700,5</b>	<b>753,7</b>	<b>761,2</b>	<b>787,6</b>	<b>781,6</b>	<b>764,7</b>	<b>791,4</b>	<b>828,5</b>	<b>5,2%</b>	<b>4,7%</b>
<i>Taux de créances douteuses</i>	3,2%	3,5%	4,0%	5,1%	6,1%	4,7%	4,4%	6,0%	+0,9 pt	+1,6 pt
<i>dont ECIL</i>	3,4%	4,3%	4,7%	5,8%	6,9%	5,4%	5,1%	7,0%	+1,2 pt	+1,9 pt
<i>Taux de provisionnement</i>	32,8%	41,5%	39,5%	38,5%	35,8%	45,8%	42,6%	36,4%	-2,1 pt	-6,2 pt

Répartition des concours bancaires sains



Evolution du taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



## Les placements des agents économiques

	Montants en millions d'euros								Variations	
	déc-08	déc-09	déc-10	déc-11	mars-12	juin-12	sept-12	déc-12	1 an	1 trim
<b>Sociétés non financières</b>	<b>87,1</b>	<b>89,0</b>	<b>122,4</b>	<b>126,5</b>	<b>122,5</b>	<b>105,6</b>	<b>122,6</b>	<b>139,9</b>	<b>10,6%</b>	<b>14,1%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>68,1</b>	<b>78,8</b>	<b>77,3</b>	<b>78,3</b>	<b>74,0</b>	<b>67,1</b>	<b>85,1</b>	<b>89,4</b>	<b>14,2%</b>	<b>5,1%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>18,9</b>	<b>10,0</b>	<b>44,8</b>	<b>48,0</b>	<b>48,3</b>	<b>38,4</b>	<b>37,3</b>	<b>50,3</b>	<b>4,7%</b>	<b>34,6%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	86,5%	-90,9%
Placements indexés sur les taux de marché	18,9	10,0	44,8	48,0	48,3	38,4	37,3	50,3	4,7%	34,8%
<i>dont comptes à terme</i>	8,6	5,3	12,0	24,8	28,3	27,1	26,6	32,6	31,3%	22,4%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	2,1	1,8	2,1	7,6	7,4	6,7	5,1	5,1	-33,4%	0,1%
<i>dont certificats de dépôt</i>	7,9	3,0	30,7	15,6	12,6	4,6	5,6	12,6	-19,2%	124,9%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>10,8%</b>	<b>7,9%</b>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0%	0,5%
<b>Ménages</b>	<b>166,1</b>	<b>192,6</b>	<b>204,6</b>	<b>217,0</b>	<b>217,9</b>	<b>221,4</b>	<b>220,8</b>	<b>223,3</b>	<b>2,9%</b>	<b>1,2%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>57,8</b>	<b>61,2</b>	<b>62,8</b>	<b>65,2</b>	<b>60,6</b>	<b>63,2</b>	<b>62,8</b>	<b>61,9</b>	<b>-5,0%</b>	<b>-1,5%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>65,4</b>	<b>76,3</b>	<b>83,7</b>	<b>88,6</b>	<b>93,7</b>	<b>94,7</b>	<b>94,0</b>	<b>96,2</b>	<b>8,6%</b>	<b>2,3%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	46,1	67,8	73,9	79,3	83,0	83,1	83,8	86,1	8,7%	2,8%
<i>dont livrets ordinaires</i>	42,2	58,9	60,6	61,9	64,3	63,5	63,6	63,3	2,2%	-0,4%
<i>dont livrets A et bleus</i>	0,9	5,6	9,1	12,6	13,8	15,0	15,2	17,6	39,1%	15,5%
<i>dont livrets jeunes</i>	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	10,4%	12,1%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	78,8%	28,6%
<i>dont livrets de développement durable</i>	0,2	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,5	0,8	84,3%	62,2%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	2,8	2,8	3,6	4,1	4,2	3,9	4,2	4,2	3,2%	-0,8%
Placements indexés sur les taux de marché	19,2	8,5	9,8	9,3	10,7	11,6	10,3	10,0	8,2%	-2,4%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	17,7	7,2	8,7	8,0	9,3	10,5	9,2	9,4	17,3%	2,0%
<i>dont bons de caisse</i>	0,9	0,4	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	50,0%	0,0%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	0,6	0,8	0,7	1,2	1,4	1,1	1,0	0,6	-51,8%	-42,5%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>42,9</b>	<b>55,2</b>	<b>58,1</b>	<b>63,3</b>	<b>63,6</b>	<b>63,5</b>	<b>63,9</b>	<b>65,2</b>	<b>3,1%</b>	<b>2,2%</b>
<i>dont plans d'épargne logement</i>	12,5	9,9	17,6	19,1	20,1	20,6	21,0	22,1	15,4%	5,3%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	0,2	4,3	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	-61,6%	4,3%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	0,0	0,4	0,5	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	1,3%	26,2%
<i>dont actions</i>	0,1	0,3	0,8	0,5	0,6	0,4	0,5	0,1	-71,3%	-71,2%
<i>dont obligations</i>	0,0	0,5	0,3	0,1	0,3	0,4	0,4	0,4	249,1%	-5,2%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	3,9	4,3	5,7	5,5	5,6	5,6	6,0	6,3	15,2%	4,3%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	26,2	35,4	32,9	37,5	36,4	36,1	35,5	35,9	-4,3%	1,1%
<b>Autres agents</b>	<b>75,2</b>	<b>75,8</b>	<b>57,6</b>	<b>63,7</b>	<b>66,2</b>	<b>62,6</b>	<b>65,3</b>	<b>66,7</b>	<b>4,8%</b>	<b>2,2%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>31,8</b>	<b>32,1</b>	<b>27,7</b>	<b>32,2</b>	<b>60,0</b>	<b>55,4</b>	<b>57,5</b>	<b>58,4</b>	<b>81,6%</b>	<b>1,6%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>30,1</b>	<b>30,4</b>	<b>29,7</b>	<b>31,2</b>	<b>6,0</b>	<b>6,8</b>	<b>7,5</b>	<b>8,1</b>	<b>-74,2%</b>	<b>7,6%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	1,4	2,4	3,3	2,9	3,2	3,2	4,8	5,4	85,3%	10,7%
Placements indexés sur les taux de marché	28,7	28,0	26,4	28,3	2,8	3,6	2,7	2,7	-90,4%	2,0%
<i>dont comptes à terme</i>	27,4	27,0	26,4	28,3	2,8	3,6	2,7	2,7	-90,5%	2,0%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>13,3</b>	<b>13,3</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>1,4%</b>	<b>-9,6%</b>
<b>Total actifs financiers</b>	<b>328,4</b>	<b>357,4</b>	<b>384,5</b>	<b>407,2</b>	<b>406,6</b>	<b>389,6</b>	<b>408,7</b>	<b>430,0</b>	<b>5,6%</b>	<b>5,2%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>157,8</b>	<b>172,0</b>	<b>167,8</b>	<b>175,7</b>	<b>194,5</b>	<b>185,7</b>	<b>205,5</b>	<b>209,8</b>	<b>19,4%</b>	<b>2,1%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>114,3</b>	<b>116,8</b>	<b>158,2</b>	<b>167,8</b>	<b>148,0</b>	<b>139,9</b>	<b>138,9</b>	<b>154,5</b>	<b>-7,9%</b>	<b>11,3%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	47,5	70,2	77,2	82,2	86,2	86,3	88,6	91,5	11,4%	3,2%
<i>dont livrets ordinaires</i>	43,4	60,5	63,6	64,3	66,9	66,2	67,9	67,8	5,6%	-0,2%
<i>dont livrets A et bleus</i>	0,9	6,2	9,8	13,2	14,4	15,5	15,7	18,4	39,0%	17,0%
<i>dont livrets jeunes</i>	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	10,4%	12,1%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	78,8%	28,6%
<i>dont livrets de développement durable</i>	0,2	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,5	0,8	82,7%	62,2%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	2,8	2,9	3,6	4,1	4,2	3,9	4,2	4,2	3,2%	-0,8%
Placements indexés sur les taux de marché	66,8	46,6	81,0	85,6	61,9	53,6	50,2	63,0	-26,4%	25,4%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	53,7	39,5	47,1	61,2	40,4	41,2	38,5	44,7	-26,9%	16,1%
<i>dont bons de caisse</i>	1,5	0,4	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	50,0%	0,0%
<i>dont certificats de dépôt</i>	7,9	3,0	30,7	15,6	12,6	4,6	5,6	12,6	-19,2%	124,9%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	3,7	3,6	2,9	8,8	8,8	7,8	6,1	5,7	-35,9%	-7,1%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>56,4</b>	<b>68,7</b>	<b>58,5</b>	<b>63,7</b>	<b>64,0</b>	<b>64,0</b>	<b>64,3</b>	<b>65,7</b>	<b>3,1%</b>	<b>2,1%</b>
<i>dont plans d'épargne logement</i>	12,5	10,0	17,8	19,4	20,3	20,9	21,2	22,3	15,2%	5,1%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	0,2	4,3	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	-61,6%	4,3%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	0,0	0,4	0,5	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	1,3%	26,2%
<i>dont actions</i>	0,2	0,4	1,0	0,7	0,8	0,6	0,6	0,3	-58,1%	-55,0%
<i>dont obligations</i>	13,3	13,8	0,3	0,3	0,5	0,7	0,7	0,7	105,9%	-3,9%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	3,9	4,4	5,7	5,5	5,7	5,6	6,1	6,3	15,0%	4,3%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	26,2	35,4	32,9	37,5	36,5	36,1	35,5	35,9	-4,3%	1,1%

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : Y. MAYET  
Éditeur et imprimeur : IEDOM - Achevé d'imprimer : mars 2013